



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

monuments commémoratifs

Question écrite n° 74332

Texte de la question

M. Patrick Balkany attire l'attention de M. le secrétaire d'État à la défense et aux anciens combattants sur les réserves et l'inquiétude exprimées par la Fédération nationale des anciens combattants en Algérie, Maroc et Tunisie quant au projet d'ajouter au mémorial national d'Afrique du nord, quai Branly à Paris, le nom des victimes civiles tuées le 26 mars 1962, rue d'Isly à Alger. La FNACA a ainsi rappelé qu'en 2003 le secrétaire d'État aux anciens combattants avait déclaré être en mesure d'indiquer que cet événement était une manifestation interdite organisée à l'instigation d'un groupe, l'OAS, qui agissait hors des lois de la République et avait fait de la violence un de ses moyens d'action. L'association souligne que, si la manifestation a débuté de façon pacifique, des tirs ont été dirigés contre les forces de l'ordre et l'armée, qui auraient riposté. Pour cette raison, la FNACA estime qu'il apparaît difficile de commémorer cet événement de façon officielle. L'association a, par ailleurs, souhaité rappeler que les rapatriés disposent déjà d'un monument qui leur est dédié, sur la butte du Chapeau-Rouge à Paris. Aussi, il lui demande de bien vouloir lui indiquer la réponse qu'il souhaite apporter aux réserves de la FNACA quant à la pertinence d'inscrire sur le mémorial national de la guerre d'Algérie les noms des victimes de la fusillade du 26 mars 1962.

Texte de la réponse

Dès son inauguration le 5 décembre 2002 par le Président de la République, le mémorial national de la guerre d'Algérie et des combats du Maroc et de la Tunisie a été dédié aux combattants morts pour la France et aux suppléants tués après le cessez-le-feu. Le décret n° 2003-925 du 26 septembre 2003 a institué une journée nationale d'hommage aux « morts pour la France » pendant ces conflits, le 5 décembre de chaque année. La loi n° 2005-158 du 23 février 2005 portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés associe à cet hommage les personnes disparues et les populations civiles victimes de massacres ou d'exactions commis durant la guerre d'Algérie et après le 19 mars 1962 en violation des accords d'Évian, ainsi que les victimes civiles des combats du Maroc et de la Tunisie. La plaque alors apposée à côté de la colonne bleue du mémorial rappelle la volonté du législateur. La décision prise par le secrétaire d'État à la défense et aux anciens combattants consiste à ce que les noms des civils français, victimes innocentes de la guerre d'Algérie, puissent être affichés sur le monument au lieu de faire l'objet d'une seule mention collective sur cette plaque. Pour qu'elles ne soient pas confondues avec les combattants morts pour la France, leurs noms apparaîtront sur la colonne blanche du monument, les colonnes bleue et rouge restant, comme aujourd'hui, dédiées aux morts pour la France. La dédicace du mémorial, qui défile sur la colonne blanche, a été complétée en ce sens. L'inscription de noms de victimes civiles innocentes se fera sur demande des familles ou d'associations représentatives, et après instruction par mes services qui s'assureront qu'elles n'étaient des activistes ni du FLN, ni de l'OAS. C'est dans ce cadre que les noms des victimes de la manifestation qui s'est déroulée le 26 mars 1962 dans la rue d'Isly à Alger ont été inscrits sur la colonne centrale du mémorial. S'il ne fait aucun doute que ces manifestants algérois ont été manipulés dans le contexte très particulier des événements du moment, les recherches effectuées ont permis d'établir que ces victimes étaient simplement des personnes défilant selon leurs convictions et dans le cadre d'une manifestation qui a tourné à la tragédie. Près

de cinquante ans après, il apparaît utile au travail de réconciliation des mémoires d'écrire les noms des victimes civiles innocentes aux côtés de ceux des morts pour la France, sans mélange ni confusion, afin de parfaire la vocation du mémorial et de répondre pleinement à l'intention du législateur. Cette démarche permettra ainsi de préparer le rendez-vous mémoriel de 2012, pour le 50e anniversaire de la fin de la guerre d'Algérie.

Données clés

Auteur : [M. Patrick Balkany](#)

Circonscription : Hauts-de-Seine (5^e circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 74332

Rubrique : Anciens combattants et victimes de guerre

Ministère interrogé : Défense et anciens combattants

Ministère attributaire : Défense et anciens combattants

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 23 mars 2010, page 3225

Réponse publiée le : 11 mai 2010, page 5241